

Conférence-débat sur le thème
« **La coparentalité en question** »

Vendredi 29 novembre 2013

Assemblée Nationale

Immeuble Jacques Chaban Delmas - Salle Victor Hugo
101, rue de l'Université – PARIS

Témoignage d'un parent ingénieur participant

Lorsque la procédure de divorce a été initiée, nous avions une relation plutôt pacifiée, avec une gestion équilibrée pour le partage des différentes tâches courantes, telles que le suivi des devoirs scolaires, des activités, de la musique, de la cantine, de la santé, des vêtements, etc. Nous nous partageons la gestion opérationnelle de toutes ces tâches selon un rythme entendu entre nous.

A la demande de mon ex femme, nous avons mis en place un système où chacun participait à proportion de ses ressources. Ce système très transparent a aidé à pacifier la relation.

Hélas, elle est allée voir un avocat qui lui a recommandé d'arrêter notre système de partage de tâches et de demander une pension importante, ce qu'elle a obtenue dès la séance de non conciliation.

Après avoir initié une première médiation suggérée par le juge de non conciliation, mon ex femme a décidé d'y mettre fin dès la seconde séance où l'on parlait de ces questions de pension, au motif que ce n'était pas le lieu pour en parler. Cela lui a permis de dire au juge qu'en raison de la mésentente entre les parents, elle devait avoir la garde exclusive avec forte pension, ce qu'elle a obtenue.

En appel, le juge nous a adressé une double convocation pour une nouvelle séance d'information sur la médiation. Je m'y suis présenté seul. J'ai demandé la mise en place d'un mode d'alternance. Cela m'a été refusé, au motif de mésentente entre nous. L'absence de présentation à la convocation en médiation n'a pas été évoquée. L'intérêt des enfants n'a même pas été cité dans le texte du jugement.

Je suis allé en cassation, au motif que l'intérêt des enfants n'avait pas été motivé. Le pourvoi n'a pas été admis. Ils ont noté que les mots « **intérêt de l'enfant** » avaient été écrits dans le jugement de première instance (mais sans argumentation). Ils ont noté qu'en cours d'appel, l'intérêt de l'enfant a été « **implicitement** » pris en compte. Le juge de fond n'est donc pas tenu de motiver l'intérêt de l'enfant: le caractère « **implicite** » suffit.

Aujourd'hui, notre situation est devenue conflictuelle, alors qu'elle était pacifiée avant l'intervention de son avocat. Ce conflit pèse naturellement sur le bien-être et l'équilibre des enfants.

Cette situation rappelle les nombreux exemples que l'on observe :

- en cas de désaccord, le parent qui ne veut pas de garde alternée des enfants a tout intérêt à alimenter le conflit, car le juge, constatant la mésentente, donne alors dans la majorité de ces cas la garde au parent qui demande à les garder seul, en général la mère. Le juge ne cherche d'ailleurs pas à qualifier la mésentente (à savoir si la nature de la mésentente est nuisible aux enfants) ni à voir si l'un des deux parents montre ostensiblement un refus d'entente, en ne se présentant pas aux convocations de médiation adressées par le juge.

- le juge n'est pas tenu de motiver le refus d'une garde alternée au regard de l'intérêt des enfants ; le caractère « ***implicite*** » suffit, et le simple emploi des mots **intérêt de l'enfant**, sans plus d'explication, le dédouane de toute obligation d'argumentation.

L'amendement 108 voté au Sénat est susceptible d'éviter cette situation. Il oblige le juge à motiver spécialement le refus d'une garde alternée au regard de l'intérêt des enfants. En encourageant de manière plus forte le recours à la médiation, l'amendement pourra réduire les situations de conflit alimentées par le parent qui s'oppose à la garde alternée.